

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 24 octobre 2012

Conseillers élus : 23
Conseillers en fonction : 22
Conseillers présents : 15

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes GAUGIN - PALUCCI - M. NAVROT - NICOLAY – DHIOS Adjoints.

Mmes FLORI - PATRICOLA - ANTOINE – DILLER -
M. PERRET - TISON - BRABLE – VINCENT - OMINETTI - Conseillers.

Absents excusés : Mme CUSUMANO → procuration à M. NAVROT
Mme MAHIEU → procuration à M. DHIOS
Mme HERZHAUSER - M. KAUFFER
Absents M. CORTINA – M. QUINIO – Mme ANDRE

Date d'envoi de la convocation : 19 octobre 2012

Secrétaire de séance : Mme FLORI

Ordre du Jour

1. Approbation CM du 10 octobre 2012
2. Budget supplémentaire 2012
3. TDF : modification de la clause de révision du bail civil du 14/05/2004 : Signature de l'avenant
4. Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale : avis sur le périmètre de la communauté d'agglomération issu de la fusion envisagée de la communauté d'agglomération de Metz Métropole et de la Communauté de Communes du Val Saint Pierre.
5. Urbanisme : Abrogation de la loi de majoration des droits à construire
6. CAF : Demandes de subventions d'investissement
 - a) Logiciel de gestion pour l'accueil périscolaire
 - b) Mobilier de la future micro-crèche
7. Justice : Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune
 - a) Affaire BECKER
 - b) Affaire SCHNEIDER
8. PACTE II : Réfection de la toiture de l'école B. Rabas
9. ACDAP : Cotisations 2012-2013
10. Révision du bail de chasse
11. Remboursement de sinistre
12. Entretien des itinéraires de promenade : signature d'un avenant
13. Modification de tableau des effectifs
14. Droits de stationnement 2012
15. Taxi : Droit de stationnement 2012

16. Achat terrains via la SAFER

17. Cotisation à l'association nationale pour la protection du ciel nocturne

18. Droit de Prémption Urbain

19. Divers

- a) UEM : bilan annuel 2011 du contrat de concession pour le service public de l'électricité.
- b) Micro-crèche : information

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 OCTOBRE 2012

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 10 octobre 2012 est approuvé à l'unanimité.

2) OBJET: BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2012

Rapporteur : Monsieur le Maire

Certains postes restant à préciser, Monsieur le Maire propose de reporter ce point au prochain conseil.

Le Conseil Municipal n'émet aucune objection.

3) OBJET : TDF- MODIFICATION DE LA CLAUSE DE REVISION DU BAIL CIVIL DU 14.05.2004 – SIGNATURE DE L'AVENANT

Rapporteur : Monsieur le Maire

Dans un courrier en date du 09 juillet dernier, TDF avait demandé à la commune l'autorisation de modifier la clause de révision du loyer actuellement adossé à l'Indice du Coût de la Construction de la manière suivante :

- ❖ si la variation annuelle de l'ICC est négative, le loyer ne subira pas de baisse et restera identique au loyer de l'année précédente
- ❖ si la variation annuelle de l'ICC est positive (même faible) le montant du loyer sera forfaitairement réévalué de 2 %.

En effet, le contexte économique de ces dernières années a fortement affecté le secteur de l'immobilier provoquant des évolutions à la hausse ou à la baisse et de façon erratique de l'indice du coût de la construction. Les dernières tendances prévoient un retournement du marché immobilier pouvant à nouveau induire une baisse de l'ICC. Cette situation n'étant favorable à aucun des acteurs économiques, ni pour TDF qui doit maîtriser ses prévisions budgétaires à long terme, ni pour les bailleurs, qui n'ont aucune garantie sur la stabilité et la croissance de leurs revenus, M. le Maire a donné un accord de principe à cette modification.

Il convient maintenant de l'autoriser à signer l'avenant au bail correspondant.

M. BRABLÉ précise qu'il n'est pas favorable à cette demande car il estime qu'une entreprise privée telle que TDF ne doit pas imposer à la commune ce genre de modification. Il propose que ce point soit revu lors de la révision de bail en mars 2016 et précise également qu'il existe d'autres indices sur lesquels on pourrait indexer le loyer.

M. NICOLAY rappelle que ces dernières années, l'indice du coût de la construction a été en plusieurs fois négatif et donc la commune si elle conservait cette indexation devrait revoir le loyer à la baisse. Le fait de réévaluer de 2 % chaque année permet un lissage des variations.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

approuve la modification de la clause de révision du loyer telle qu'exposée plus haut.

Adopté par 14 voix pour

1 voix contre (M. BRABLE) et 2 abstentions (Mmes DILLER et PALUCCI)

4) OBJET : SCHEMA DEPARTEMENTAL DE LA COOPERATION INTERCOMMUNALE – AVIS SUR LE PERIMETRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ISSU DE LA FUSION ENVISAGEE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE METZ METROPOLE ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL ST PIERRE

Rapporteur : Monsieur le Maire

La loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 prescrit l'existence du Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale, en lui conférant la finalité d'achever, de rationaliser et de simplifier l'organisation institutionnelle et opérationnelle de l'intercommunalité.

L'article 35 de cette même loi dispose que le schéma est établi au vu d'une évaluation de la cohérence des périmètres et des compétences exercées par les EPCI existants.

C'est dans ce contexte que le Préfet a élaboré, en début d'année 2011, les propositions de rationalisation, modification, transformation ou fusion d'EPCI qu'il a présentées officiellement, au printemps de cette même année, à la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI).

Ces propositions ont été soumises à l'ensemble des EPCI et Communes concernées pour avis dans le cadre de la consultation officielle qui a eu lieu de mai à septembre 2011. Le Conseil de Communauté de Metz Métropole a ainsi délibéré le 11 juillet 2011.

Le projet de schéma, accompagné des avis émis par les collectivités, a ensuite été transmis à la CDCI qui en a débattu lors des dix réunions qu'elle a tenues au cours de l'année 2011.

La réunion finale au cours de laquelle la CDCI a approuvé le schéma, à l'unanimité des membres présents ou représentés, a eu lieu le 22 décembre 2011 ; cette approbation ayant été obtenue à la faveur d'un dernier amendement engageant le Préfet, sur le constat d'absence de consensus sur le nord messin, à poursuivre la concertation sur ce secteur et à proposer de nouveaux périmètres correspondants en 2012.

Une version consolidée définitive du schéma au 1^{er} août 2012 reprend ainsi la proposition de fusion des Communautés de Communes de Maizières-Lès-Metz et du Sillon Mosellan, avec le maintien dans leurs périmètres actuels des Communautés de Communes du Haut-Chemin et du Pays de Pange, ces propositions ayant reçu l'avis favorable de la CDCI le 20 juillet 2012.

Concernant la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole, le SDCI envisage au final le projet de périmètre d'une communauté d'agglomération issu de sa fusion avec la Communauté de Communes du Val Saint-Pierre qui regroupe les communes de Peltre, Jury, Chesny et Mécleuves.

Désormais, il appartient au préfet de mettre en œuvre le SDCI et, dans un premier temps, de soumettre les projets de périmètre pour avis aux EPCI concernés et pour accord à leurs communes membres. C'est l'objet du courrier, notifié le 27 août 2012 et réceptionné le 10 septembre dernier, par lequel le Préfet invite le Conseil de Communauté (le Conseil Municipal) à se prononcer sur le périmètre de la communauté d'agglomération issu de la fusion envisagée de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole et de la Communauté de Communes du Val Saint-Pierre, à déterminer la date d'effet de leur fusion, le siège, le nom et la composition du futur organe délibérant. A défaut de délibération dans un délai de trois mois à compter de la date de réception dudit courrier, l'avis de la collectivité serait réputé favorable.

A l'issue de cette phase de consultation, et si les conditions de majorité prévues par la Loi sont acquises (accord de 50% des communes représentant 50% de la population, avec droit de veto de la commune représentant plus du tiers de la population totale), le Préfet pourra prendre l'arrêté de fusion avec une date d'effet, le 1^{er} janvier 2014 apparaissant l'échéance la plus favorable pour en préparer au mieux les modalités (procédure, conséquences juridiques, fiscales et financières, compétences, personnels, ...). A défaut d'accord, le Préfet pourra soit abandonner le projet de fusion, soit saisir la CDCI pour avis, s'il entend le mener à son terme.

Dans ce cadre, le Conseil Municipal est invité à :

- approuver le périmètre de la communauté d'agglomération issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole et de la Communauté de Communes du Val Saint-Pierre,
- fixer au 1er janvier 2014 la date d'effet de cette fusion,
- proposer :
 - "Metz Métropole" comme dénomination de ladite nouvelle communauté d'agglomération,
 - "Harmony Park, 11 boulevard Solidarité, 57070 Metz" en tant que siège de ce nouvel EPCI,
 - le renvoi, dans le cadre de l'application des règles fixées à l'article L.5211-6-1 du CGCT, la composition de l'organe délibérant du nouvel EPCI à l'accord à intervenir sur la répartition des sièges, au plus tard le 30 juin 2013, entre l'ensemble des communes impliquées dans la fusion de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole et de la Communauté de Communes du Val Saint-Pierre.

Il est donc proposé au Conseil Municipal l'adoption de la motion suivante :

MOTION

Le **Conseil**,

Les Commissions entendues,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

VU la loi n°2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil de Communauté en date du 11 juillet 2011 relative à l'avis du Conseil de Communauté de Metz Métropole sur le projet de Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale de la Moselle,

VU l'arrêté n°2011-DCTAJ/1-060 du 23 décembre 2011 portant schéma de coopération intercommunale de la Moselle,

VU la version consolidée au 1er août 2012 du Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale de la Moselle,

VU l'arrêté n°2012-DCTAJ/1-029 du 27 août 2012 fixant le périmètre de la communauté d'agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole et de la Communauté de Communes du Val Saint-Pierre,

CONSIDERANT que le Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale de la Moselle, tel qu'arrêté le 23 décembre 2011, prévoit la fusion de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole et de la Communauté de Communes du Val Saint-Pierre,

REGRETTANT que le contexte et les modalités d'élaboration concertée de ce premier schéma départemental de la coopération intercommunale n'aient pas permis de prendre pleinement en compte les réalités du bassin de vie et d'emploi, notamment les flux économiques et sociaux, qui auraient conduit à la structuration institutionnelle optimale d'un territoire homogène et pertinent autour de Metz Métropole,

PRENANT ACTE que la fusion des Communautés de Communes de Maizières-Lès-Metz et du Sillon Mosellan prévue au Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale de la Moselle s'inscrit dans une perspective à terme de participation à l'élargissement du périmètre de Metz Métropole,

→ **AFFIRME**, dans ce cadre et au regard de l'attention que ne manquera pas d'y apporter le Préfet de la Moselle, sa volonté de poursuivre les réflexions engagées avec les Communautés de Communes de Maizières-Lès-Metz, du Sillon Mosellan et du Pays Orne-Moselle, ainsi qu'avec la Communauté de Communes du Val de Moselle, en vue de développer des projets de coopération complémentaires,

→ **APPROUVE** le périmètre de la communauté d'agglomération issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole et de la Communauté de Communes du Val Saint-Pierre,

→ **DECIDE** de fixer au 1er janvier 2014 la date d'effet de cette fusion,

→ **PROPOSE** :

- de dénommer "Metz Métropole" ladite nouvelle communauté d'agglomération,
- de fixer le siège de ce nouvel EPCI à "Harmony Park, 11 boulevard Solidarité, 57070 Metz",

➔ **RENVOIE**, dans le cadre de l'application des règles fixées à l'article L.5211-6-1 du CGCT, la composition de l'organe délibérant du nouvel EPCI à l'accord à intervenir sur la répartition des sièges, au plus tard le 30 juin 2013, entre l'ensemble des communes impliquées dans la fusion de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole et de la Communauté de Communes du Val Saint-Pierre.

Adopté à l'unanimité.

5) OBJET : URBANISME – ABROGATION DE LA LOI DE MAJORATION DES DROITS A CONSTRUIRE

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE rappelle que le Conseil Municipal avait pris une délibération en date du 19 juin dernier à la demande de l'AGURAM afin de lancer la consultation du public relative à la majoration des droits à construire (loi n°2012-376 du 20 mars 2012).

Or, la loi n°2012-955 abrogeant la loi n°2012-376 du 20 mars 2012 relative à la majoration des droits à construire a été promulguée le 06 Août dernier.

Il propose donc de prendre une nouvelle délibération prenant acte de l'abrogation.

VU la loi n°2012-376 du 20 mars 2012 relative à la majoration des droits à construire,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L. 123-1-11-1,

VU la délibération en date du 19 juin 2012 relative à la consultation du public, prise en application de la loi n°2012-376 du 20 mars 2012 relative à la majoration des droits à construire,

VU la loi n°2012-955 du 06 Août 2012 visant à abroger la loi n°2012-376 du 20 mars 2012 relative à la majoration des droits à construire,

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ Prend acte :

De l'abrogation de la loi n°2012-376 du 20 mars 2012 relative à la majoration des droits à construire.

❖ Décide :

De ne pas donner suite à la décision du Conseil Municipal en date du 19 juin 2012 relative à la consultation du public, prise en application de la loi n°2012-376 du 20 mars 2012 relative à la majoration des droits à construire.

Adopté à l'unanimité.

6 A) OBJET : CAF – DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT – LOGICIEL DE GESTION POUR L'ACCUEIL PERISCOLAIRE

Rapporteur : Madame ANTOINE

Suite à l'évolution constante des demandes administratives de la CAF en terme de gestion de l'accueil périscolaire, des CLSH et des Animations Estivales, il convient de procéder à l'achat d'un logiciel spécialisé dans ce domaine, le notre étant jusqu'à présent fait en interne sur Excel et ayant atteint ses limites.

Une rencontre a eu lieu avec la société VIP Concept de Florange, concepteur du logiciel Bel Ami spécialement adapté à nos besoins. En effet, le directeur a présenté en mairie son logiciel et son efficacité et sa facilité d'utilisation ont été constatées par Mme STEILER, Mme ROSSEL, Mme MARGUIER et Mme MULLER. Ce logiciel est déjà installé dans les communes de Longeville-les-Metz, Ban Saint Martin et Moulins les Metz. De plus, la société pratique des remises à jour constantes en adéquation avec les demandes CAF. Le logiciel, la formation et la maintenance annuelle sont proposés à un prix de 2 597 € HT soit 3 106.01 € TTC.

Mme ANTOINE précise que la commune peut, pour cet achat bénéficier d'une aide financière à l'investissement de la CAF à hauteur de 45 % de la dépense subventionnable, logiciel uniquement, cet équipement relevant de leur champ de compétence. Le montant de la dépense subventionnable est donc de 900 € HT.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

donne son accord quant à l'achat de ce logiciel

sollicite une aide financière de la CAF.

précise que la part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune.

Adopté à l'unanimité.

6 B) OBJET : CAF – DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT – MOBILIER DE LA FUTURE MICRO CRECHE

Rapporteur : Monsieur NAVROT

M. NAVROT informe l'Assemblée que suite à une réunion avec la CAF, il a été précisé que l'achat de mobiliers en premier équipement pour la micro-crèche pouvait faire l'objet d'une subvention d'investissement de la CAF à hauteur de 50 % sur l'ensemble de la dépense.

Afin de constituer le dossier, une liste précise du matériel et mobilier nécessaire avec son estimation a été établie, à savoir :

Matériel de cuisine et buanderie :	25 000 €
Matériel et produits Hygiène :	3 500 €
Lingerie :	3 000 €
Pharmacie :	500 €
Jeux/Livres/Papeterie :	8 000 €
Mobilier enfants/matériel de puériculture :	12 000 €
Mobilier extérieur - structures d'activité :	8 500 €
Mobilier et matériel de bureau :	5 000 €
Informatique :	4 500 €
Soit au total un coût de	70 000 € TTC soit 58 528 € HT

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ **donne** son accord quant à l'achat de ce matériel et de ce mobilier.

❖ **sollicite** auprès de la CAF l'octroi d'une subvention pour l'acquisition de ce matériel.

❖ **précise** que la part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune.

Adopté à l'unanimité.

7) OBJET : DESIGNATION D'UN AVOCAT POUR DEFENDRE LES INTERETS DE LA COMMUNE

Rapporteur : Monsieur le Maire

a) Affaire BECKER

Monsieur le Maire informe qu'un recours en référé a été déposé par Monsieur BECKER domicilié Chemin de la Frécotte relatif au bruit engendré par l'aire de jeux de la Frécotte ainsi qu'à la gêne provoquée par le camion de ramassage du verre en bloquant le chemin de la Frécotte.

Il propose de confier cette affaire à Maître DOLLÉ.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de confier ce dossier à Maître DOLLÉ

Adopté à l'unanimité.

b) Affaire SCHNEIDER

Monsieur le Maire communique à l'Assemblée la requête présentée par Madame Danièle SCHNEIDER le 02/10/2012 auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg relative à la vente d'un terrain communal sis en section 1 n°231.

Il propose de confier cette affaire à Maître DOLLÉ

M. BRABLÉ souhaite avoir accès à la requête de Mme SCHNEIDER et à rencontrer Maître DOLLÉ afin d'établir les éléments de réponses.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de confier cette affaire à Maître DOLLÉ

Adopté à l'unanimité.

8) OBJET : PACTE II – REFECTION DE LA TOITURE DE L'ECOLE B. RABAS

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle à l'Assemblée la nécessité d'entreprendre la réfection complète de la toiture du groupe scolaire Bernard Rabas ainsi que l'isolation.

Il rappelle également qu'un dossier de DETR a été déposé à la Préfecture (délibération du 8 novembre 2011) et qu'une somme de 23 513 € a été attribuée.

Le montant estimatif des travaux d'après devis serait de 140 607.48 €.

M. NICOLAY propose d'affecter la somme de 70 000 € provenant de la dotation de garantie du PACTE 2012-2014.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'affecter la somme de 70 000 € à ces travaux.

Adopté à l'unanimité

9) OBJET : ACDAP – COTISATIONS 2012/2013

Rapporteur : Madame ANTOINE

Comme chaque année, les écoles communales demandent la prise en charge par la commune de la cotisation annuelle des classes au Centre de Documentation et d'Animation Pédagogique de la Circonscription de Montigny-les-Metz.

La cotisation s'élève à 18 € par classe pour les écoles maternelles. Seule l'école Sous les Vignes a demandé son adhésion soit 18 €.

Pour l'école primaire, elle s'élève à 1.80 € par élèves soit $60 \times 1.80 \text{ €} = 108 \text{ €}$.

Madame ANTOINE précise que le montant des cotisations est identique à l'an passé.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte de verser une cotisation de 18 € pour l'école maternelle Sous les Vignes et de 108 € pour le groupe scolaire B. RABAS.

Adopté à l'unanimité.

10) OBJET : REVISION DU BAIL DE CHASSE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que la révision du prix du bail de chasse se fait chaque année en fonction de la variation de l'indice des fermages.

Selon l'arrêté du 11 juillet 2012, cet indice s'établit à 103.95 pour 2012 soit une variation de + 2.67 % par rapport à l'indice 2011.

Il rappelle que le coût de la location de la chasse est de 500 € par an et suggère de ne pas augmenter celui-ci.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de ne pas appliquer la révision de prix.

Adopté par 14 voix (3 abstentions Mmes PALUCCI,- ANTOINE et DILLER).

11) OBJET : REMBOURSEMENT DE SINISTRE

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY fait part au Conseil du courrier émanant de l'assurance de la commune l'informant du règlement du sinistre survenu le 12 juillet 2012 et concernant la dégradation de panneaux de signalisation.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à procéder à l'encaissement du chèque d'un montant de 351.62 €.

Adopté à l'unanimité.

12) OBJET : ENTRETIEN DES INTINERAIRES DE PROMENADE – SIGNATURE D'UN AVENANT

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Monsieur DHIOS rappelle qu'en date du 8 novembre 2011, le Conseil Municipal avait autorisé le Maire à signer une convention d'entretien de trois itinéraires de promenade avec le Club Vosgien.

Il avait été précisé alors, que la commune ayant demandé la création d'un 4^{ème} itinéraire « circuit village », un avenant serait rédigé. Il donne lecture de l'avenant. Le coût de la prestation s'élève à 33 €.

Il convient d'autoriser le Maire à signer.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à signer l'avenant.

Adopté à l'unanimité.

13) OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Suite à la proposition de Mme MULLER au tableau d'avancement de grade, il convient de créer le poste en attendant l'avis de la CAP et de modifier le tableau des effectifs comme suit

GRADE	Nbre d'agents au précédent tableau des effectifs	Nbre d'agents au nouveau tableau des effectifs	Nbre d'agents en fonction
Directeur Général des services - Attaché	1	1	1
Attaché Principal	0	1	0
Adjoint Administratif 1 ^{ère} classe	2	2	2
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	4	4	3
Brigadier Chef Principal	1	1	1
Brigadier	1	0	0
Agent de Maîtrise Principal	1	1	1
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	1	1	1
Adjoint technique 1 ^{ère} classe 35 h	1	2	2
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 35 h	2	3	3
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 31h30	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 20 h	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 10 heures	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 15 heures	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 23 h	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe non titulaire emploi occasionnel	4	4	0
Adjoint du patrimoine 1 ^{ère} classe	0	1	1
Animateur	1	1	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe 35 h	4	2	2
Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe 30 h	0	1	1
Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe 26 h	1	1	1
Agent spécialisé 1 ^{ère} cl. des écoles maternelles	3	3	3
Contrat d'Accompagnement à l'Emploi	11	6	3
	43	40	31

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte de modifier le tableau comme susdit.

Adopté à l'unanimité.

14) OBJET : DROITS DE STATIONNEMENT 2012

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle à l'Assemblée le montant des droits de stationnement 2011 à savoir :

- ❖ 51 € le ml avec un minimum de 133 €
- ❖ 51 € par jour pour les droits de stationnement à caractère d'animation à but lucratif.

Sont concernés les garages GLIEDNER, VETSCH, COLIN et BECK ainsi que le camion à pizza.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'augmenter les droits de stationnement comme suit :

- 52 € le ml avec un minium de 135 €
- 52 € par jour pour les droits de stationnement à caractère d'animation à but lucratif.

Adopté à l'unanimité.

15) OBJET : TAXI – DROIT DE STATIONNEMENT 2012

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

M. NICOLAY rappelle que Monsieur LEROND, Taxi, loue à la commune une place de parking Voie de la Liberté. Le tarif 2011 était de 390 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de porter les droits de stationnement à 400 € par an.

Adopté par 14 voix pour
2 voix contre (Mmes DILLER, FLORI),
1 abstention (M. TISON)

16) OBJET : ACHAT TERRAIN VIA SAFER

Rapporteur : Mme PALUCCI

Madame PALUCCI informe le Conseil de la transmission par la SAFER de l'accord de propriétaires pour la vente à la commune de leurs terrains.

Ceux-ci se situent En section 6 n°120/156
 En section 4 n°68
 En section 5 n°104, 105, 117, 118, 173.

Mme PALUCCI précise que les notifications ne sont pas encore parvenues en mairie et demande à reporter ce point au prochain conseil.

Le Conseil Municipal n'y voit aucune objection

17) OBJET : COTISATION A L'ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PROTECTION DU CIEL NOCTURNE

Rapporteur : Mme PALUCCI

Madame PALUCCI explique qu'il s'agit de l'adhésion à l'ANPCEN (association. nationale pour la protection du ciel nocturne). Cette association regroupe des collectivités qui luttent contre les pollutions environnementales liées à l'éclairage public et le gaspillage de l'énergie et qui délivre un label " village étoilé "" auquel nous pouvons prétendre.

Elle précise que 5 000 communes aujourd'hui sur 37 000 communes françaises ont décidé d'éteindre leur éclairage public un certain laps de temps.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de faire un don de 100 € à l'ANPCEN pour 2012 afin de permettre à la commune d'adhérer et de renforcer à l'avenir ses actions.

Adopté par 16 voix pour (1 abstention (Mme PATRICOLA)

18) OBJET : DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti section 10 n°25 n°17 n°43 23 rue d e la Prairie

Terrain bâti	section 2, n° 26	3 rue de l'Abbé Roget
Terrain non bâti	section 2 n° 238/79 et 266/79	rue de la Cheneau
Terrain non bâti	section 2 n° 268/79	rue de la Cheneau
Terrain non bâti	section 2 n° 269/79	rue de la Cheneau
Terrain bâti	section 1 n° 224	5 rue Saint Vincent
Terrain bâti	section 4, n° 135, 270/130, 270/134	20 chemin des Grandes Vignes

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

19) OBJET : DIVERS

A. UEM : bilan annuel 2011 du contrat de concession pour le service public de l'électricité.

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Un nouveau contrat de concession pour le service public de l'électricité lie la commune à l'URM – UEM pour 30 ans depuis le 11 novembre 2009.

URM : Gestionnaire-distributeur d'électricité : construction, entretien, renouvellement, réparation etc. des réseaux et branchements électriques BT et HTA.

UEM : Fournisseur d'électricité. Qui assure la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés avec l'application du Tarif de Première Nécessité (TNP) à 9 foyers en 2011 (13 foyers en 2010). Assure actuellement la maintenance du réseau d'éclairage public. Un nouveau contrat a été signé en 2012)

Activité : URM

Le réseau de distribution : 142 communes = 157000 clients dont 1493 sur Scy-Chazelles (BT et HTA).

Facturation des raccordements des clients : la PVR (participation pour voirie et réseaux). A Scy-Chazelles, les coûts d'extension et de raccordement sont en totalité à charge des demandeurs.

Niveaux de qualité de fourniture à Scy-Chazelles : en 2011 le Temps Moyen de Coupure par Abonné est de 56 secondes (en 2010 le TMCA = 27'57")

Le taux de satisfaction de la clientèle (distribution, dépannage, raccordements etc..) est de 85 %.

Contrats UEM à Scy-Chazelles en 2009 : 1493

Taxes : la TLE est constitué d'une taxe départementale et une taxe unique est instituée pour l'ensemble du territoire sans que la commune ne délibère.

Redevances : à verser par le groupe URM à la commune en 2012

Redevance de fonctionnement R1 : 688.63 €

Redevance d'investissement R2 : (pas de travaux en 2011)

Extinction de l'éclairage public : à signaler l'accompagnement de l'UEM dans l'opération étude et mise en œuvre de l'opération en pratique ce dispositif est actif depuis novembre 2011. La commune fera un point financier au terme d'une année de fonctionnement afin de modifier les plages de fonctionnement si besoin.

B. MICRO CRECHE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Dans le cadre de nos réflexions relatives à l'ouverture d'une micro-crèche sur notre commune à l'horizon du 2ème semestre 2013, Monsieur le Maire informe de la récente demande de l'Association d'Action Sociale du Bas-Rhin, organisme spécialisé depuis plus de 60 ans en gestion de crèches collectives et

multi-accueils, crèches familiales, haltes-garderies, micro-crèches, etc ... qui souhaite ouvrir une micro-crèche dans notre commune.

Cette association, principalement implantée dans le département du Bas-Rhin, souhaite développer son activité sur le territoire mosellan. Elle vient récemment d'ouvrir une micro-crèche à Piblang, et un multi-accueil à Boulay.

Elle a joint à sa demande un dossier de présentation et de références relativement complet, ainsi que des simulations de budget de fonctionnement.

M. le Maire propose donc de poursuivre les réflexions avec cette association, qui présente toutes les garanties et compétences en matière de gestion de micro-crèche, dans la perspective de lui proposer nos locaux neufs en cours de réalisation impasse de l'Archyre.

C. CHATS ERRANTS

Régine PALUCCI fait part de son intention de rencontrer avec le Maire les personnes qui nourrissent les chats sur la voie publique.

SCY-CHAZELLES, le 26 octobre 2012

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

le Maire
Jacques STRAUB